

*l'Anti*capitaliste

n°219 | 28 novembre 2013 — 1,20 €

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org

Contre l'austérité, l'injustice fiscale et les licenciements



PRENONS LA RUE TOUS ENSEMBLE !

Dossier

L'insécurité en question(s)

Pages 6 et 7

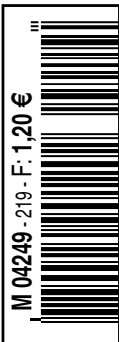


ÉDITO
Pauvreté : la croissance est de retour! Page 2

PREMIER PLAN
Fiscalité : le grand bluff Page 3

ACTU POLITIQUE
Israël : diplomatie française aux ordres Page 4

LIBRE EXPRESSION
Entretien avec Jean-Christophe Leroy Page 12





Par THIBAUT BLONDIN

Pauvreté: la croissance est de retour!

Il n'y a que la croissance qui les obsède. Laquelle? Celle du PIB, des profits du CAC40, du nombre de A des agences de notation. La réalité de ce système qui déraille et des politiques d'austérité menées par Hollande et ses prédécesseurs est autre. Les Restos du cœur, qui ouvrent cette semaine, nous le prouvent cruellement, avec 130 millions de repas servis l'an passé contre 8,5 millions l'année de leur création, et 1 milliard de repas servis depuis. Sombre réalité d'un capitalisme qui broie, jette les salariéEs des entreprises et des logements et les affame... Les pauvres, c'est-à-dire les salariéEs privés d'emploi, les précaires, malades, exclus, sont légion et leur nombre ne cesse de croître, comme le rappellent les dernières études¹. Après une baisse du nombre de pauvres des années 70 jusqu'au années 90, une stagnation jusqu'aux années 2000, c'est depuis 15 ans une augmentation historique du nombre de personnes reconnues comme pauvres. Être pauvre en statistique, c'est vivre avec moins de 60% du revenu médian (977 euros). La réalité et la vie est bien pire: qui boucle les fins de mois avec un SMIC? Les estimations les plus pessimistes évoquent le chiffre de 8,7 millions de pauvres en France, soit une augmentation de 16% en 11 ans. Quels seront ces chiffres si ce gouvernement va jusqu'au bout de sa politique d'austérité et de cadeaux au patronat? Cette politique n'est pas austère pour tout le monde, car d'autres chiffres paraissent dans la presse: les 500 Français les plus riches ont augmenté leur fortune de 25% en un an, dix milliardaires de plus cette année, des fortunes qui représentent 16% du PIB français. Des inégalités? Non, tout simplement un hold-up, un détournement de fonds à grande échelle. Et pour justifier ce système prédateur, Hollande et Ayrault, tout comme Sarkozy avant eux, reprennent les mêmes rengaines: la dette, l'Europe... Des vieilles rengaines qui rallument de bien mauvaises flammes, bleu-blanc-rouge, celles du racisme, de la haine et de la division. C'est ce poison et leur politique que nous combattons dans la rue ces prochains jours.

1. Observatoire des inégalités: <http://www.inegalites.fr>

BIEN DIT

Les cellules de reclassement ne sont là que pour donner bonne conscience à Goodyear. Ce que nous voulons, c'est que les pouvoirs publics obligent Goodyear à venir discuter avec nous.

MICHAEL WAMEN, délégué CGT de Goodyear, dans le Monde daté du 18 novembre.

À la Une

Contre l'austérité, l'injustice fiscale et les licenciements

Le 1^{er} décembre tous ensemble!

Jean-Marc Ayrault aurait repris l'offensive en annonçant une « remise à plat de notre système fiscal » à partir de 2015. Plus question de remaniement ou de dissolution, le Premier ministre relance le dialogue social jusqu'à la préparation du budget 2015...

Ce nouveau faux semblant du gouvernement pour faire face au mécontentement qui monte de partout n'aura, au final, d'autres effets que de favoriser encore plus le patronat sous couvert de lutte contre les déficits et le chômage. Pierre Gattaz, le patron des patrons, a aussitôt réagi: « Le président de la République doit prendre la main que nous lui tendons pour calmer les esprits » lui proposant un « pacte de confiance pour la croissance et l'emploi ». Que demande le Medef? La baisse du coût du travail et la diminution des dites charges patronales... en compensant leur diminution par une augmentation de la TVA! Il demande au gouvernement de faire toujours plus en leur faveur.

En finir avec les politiques d'austérité

François Hollande et le PS avaient dit « Non à la TVA Sarkozy ». Aujourd'hui, ils augmentent la TVA pour financer un cadeau de 20 milliards aux actionnaires. Ils exonèrent les patrons de milliards de cotisations sociales... afin d'augmenter la part des profits. Et la « remise à plat » d'Ayrault ira dans le même sens, en pire, si nous ne réussissons pas à inverser les rapports de forces pour imposer une autre répartition des richesses. Le gouvernement

prend dans les poches de la population pour donner aux patrons et aux riches. Il invoque la dette pour justifier cette politique. Pure hypocrisie car ce sont bien les cadeaux faits au patronat, comme les intérêts versés aux banquiers au titre du paiement de la dette, qui ruinent l'économie. Cette politique est injuste et inefficace. La dette ne cesse de croître, le chômage augmente. Au nom de la croissance, gouvernement et patronat aggravent le chômage et intensifient les rythmes de travail. Leur course à la compétitivité entraîne la multiplication des plans sociaux. Entre janvier et septembre, il y en a eu 736 recensés. EADS (Airbus), largement bénéficiaire, annonce une baisse des effectifs de 20%, soit 8000 suppressions d'emplois.

Une telle politique ne vise qu'à la croissance des profits au détriment de toute la société.

Unifier les révoltes

À travers tout le pays, la révolte éclate: les travailleurs de Marine Harvest, d'Alcatel-Lucent, de La Redoute ou bien d'autres contre les licenciements, les enseignantEs et les parents d'élèves, les sages-femmes, les camionneurs mais aussi les agriculteurs, les artisans... Il s'agit aujourd'hui de saisir toutes les occasions qui permettent au mécontentement

de s'exprimer, aux mobilisations de converger sur le terrain social et politique. L'UMP et le FN osent prétendre parler au nom des classes populaires, c'est un mensonge, une imposture. C'est à nous, aux travailleuses et aux travailleurs, à la jeunesse, de prendre l'offensive pour ne pas les laisser dévoyer le mécontentement. Il est de l'intérêt de toute la population de se battre ensemble contre la hausse de la TVA et l'écotaxe, pour une fiscalité anticapitaliste, pour le financement de la sécurité sociale exclusivement par

des cotisations sociales versées par les employeurs, pour l'interdiction des licenciements, contre les expulsions de sans-papiers. Au lieu de nous laisser diviser, nous devons unir nos combats. C'est pourquoi le NPA était avec la révolte bretonne à Quimper ou samedi dernier. C'est pourquoi nous appelons aussi à participer ce dimanche 1^{er} décembre à la marche initiée par le Front de gauche. Contrairement à ce dernier, nous ne pensons pas qu'il suffirait d'une nouvelle majorité pour changer de cap. C'est bien par la mobilisation et l'organisation

des travailleurs et des classes populaires qu'il sera possible de mettre les fauteurs de crise hors d'état de nuire: pour en finir avec les politiques d'austérité, annuler la dette et créer un monopole bancaire public, supprimer les impôts les plus injustes comme la TVA pour taxer le capital et ses revenus, et garantir un emploi à toutes et tous. Pour cela, nous voulons œuvrer à la convergence des luttes et à la construction d'une opposition politique contre le gouvernement et le patronat. Le 1^{er} décembre sera l'occasion de le dire dans la rue.

Yvan Lemaître



BANGLADESH Les travailleurs du textile se révoltent à nouveau

Suite aux manifestations de septembre des ouvrierEs bangladais, le gouvernement a accepté de passer le salaire minimum de 38\$ à 68\$ (soit 5300 takas) en décembre. Cette augmentation de 70% a été acceptée par les patrons du textile. Même si cela semble une forte hausse, cette somme ne permet pas de subvenir aux besoins vitaux des travailleurs et travailleuses malgré les heures supplémentaires.

Dès aujourd'hui, des patrons ont diminué les primes pour la nourriture et le transport en « compensation » des augmentations à venir. Ensuite, l'augmentation ne touchera que le salaire

minimum et ne concerne donc pas les ouvriers qualifiés qui protestent contre la non-revalorisation de leur salaire. Aussi, les ouvriers continuent à réclamer 8000 takas, soit 100\$ et les manifestations ont repris. Les ouvriers sont appelés

à reprendre le travail par la Premier ministre tandis que la répression s'accroît. La semaine dernière, les affrontements avec la police ont fait deux morts et plus de cent blessés lors des manifestations. Des leaders syndicaux, dont certains

proches du Parti communiste, sont arrêtés pour incitation à la violence. Des pressions et des menaces de mort sont dirigées contre Moshrefa Mishu, dirigeante du syndicat Garment Workers Unity Forum. Fin 2010, cette ouvrière avait déjà été emprisonnée pendant cinq mois suite à la vague de manifestations qui demandaient des augmentations de salaires.

Sous le joug des multinationales

D'un point de vue capitaliste, le Bangladesh est

un pays attractif pour les donneurs d'ordre européens et américains qui y trouvent une main-d'œuvre bon marché. Même après augmentation, le salaire minimum reste en dessous des pays asiatiques où les salaires sont les plus bas (80\$ au Cambodge, 73\$ au Sri Lanka, 78\$ au Vietnam). Ces multinationales de la distribution textile subissent des pressions pour améliorer leur image, après l'effondrement de l'usine du Rana Plaza en avril 2013 qui a fait plus de 1000 morts, et l'incendie dans une usine

Un monde à changer

NÉOCOLONIALISME. Areva, leader français de l'énergie nucléaire, renégocie en ce moment avec le Niger, un des pays les plus pauvres du monde, le contrat qui lui permet d'exploiter l'uranium du pays. L'uranium nigérien représente près de 40% de l'approvisionnement mondial d'Areva. Ces négociations se déroulent dans un climat d'opacité et de pression bien digne de la Francafrrique. Les ONG Oxfam et Rotab [association nigérienne] dénoncent ainsi un régime fiscal plus qu'accommodant pour la multinationale : exemptions sur les droits de douane, exonérations de TVA et de taxes sur les carburants... Une «provision pour

reconstitution de gisement» leur permet également de mettre de côté 20% de leurs bénéfices, qui échappent ainsi à l'impôt sur les sociétés. D'autres facteurs ne doivent pas être occultés : les questions environnementales et sanitaires, avec l'exposition des populations riveraines aux poussières radioactives. Pascal Canfin, ministre du Développement, a affirmé en septembre dernier que la France devait se montrer «exemplaire» dans les négociations des nouveaux contrats d'Areva. Où est l'exemplarité quand on sait que l'État français est actionnaire à 80% d'Areva et qu'aucune information n'est rendue publique sur la renégociation en cours ?

FISCALITÉ **Le grand bluff**

À la surprise générale, Ayrault a annoncé une « remise à plat, en toute transparence, de notre système fiscal » d'ici la fin du quinquennat. Remettant en débat la fusion de l'impôt sur le revenu et de la CSG, le prélèvement à la source et la progressivité de l'impôt. Un véritable changement d'orientation fiscale ?

Dans un contexte de ras-le-bol fiscal orchestré par le patronat mais réellement vécu par la majorité des salariés, sur fond de perte historique de popularité, Ayrault promet dans une interview aux *Échos* une « remise à plat de notre système fiscal ». Il veut « des règles plus justes, plus efficaces et plus lisibles » en matière d'impôts, mais parle aussi du « financement de la protection sociale, de la dépense publique, d'investissements, d'emploi, de formation professionnelle, de pouvoir d'achat ».

Pour paraître sans doute plus crédible, il remet même sur le tapis la fusion de l'impôt sur le revenu et la CSG, laissant ainsi penser que le gouvernement remettrait à l'ordre du jour la fameuse « révolution fiscale », une des nombreuses promesses du candidat Hollande vite enterrées. Mais Ayrault prévient tout de suite que cette remise à plat du système fiscal se fera à « prélèvements obligatoires constants » et ne reviendra donc pas sur l'augmentation de la TVA prévue le 1^{er} janvier prochain, destinée à financer la

baisse du « coût du travail » et donc le fameux crédit impôt compétitivité de 20 milliards...

Un écran de fumée

La couleur est donc plus ou moins annoncée : le gouvernement ne reviendra pas sur sa politique fiscale favorable aux plus riches et aux entreprises, les rendant toujours plus riches. Il continue même de plus belle sa politique d'austérité. En effet, en même temps que l'annonce d'une remise à plat fiscale, Ayrault a confirmé une réduction des dépenses publiques de 15 milliards d'euros par an dans les années à venir. Ce qui ferait 60 milliards d'économie en quatre ans, avec l'essentiel des « économies » qui porteront sur les dépenses de fonctionnement, les opérateurs de l'État, les collectivités locales, les dépenses sociales et l'assurance maladie (médicaments, hôpitaux, etc.). De plus, cette réforme est annoncée au moment même où le projet de loi de finances (Budget 2014) et le projet de loi de financement de la sécurité sociale (PLFSS) sont présentés et votés à l'assemblée, confirmant

la politique menée depuis 18 mois, celle qui protège une minorité et qui renforce les inégalités sociales et fiscales. Cette « remise à plat » de la fiscalité s'inscrit donc dans la continuité de cette politique et au final ne servira en aucun cas à plus de justice fiscale, plus de progressivité. Cette annonce n'est donc qu'un nouveau moyen pour nous endormir, sans rien toucher sur le fond.

Pour une fiscalité anticapitaliste

Les politiques fiscales des dernières décennies ont renforcé le côté obscur du système fiscal actuel. Elles ont également accentué la dégressivité de l'impôt et l'injustice fiscale. La politique du gouvernement Ayrault-Hollande n'a rien changé à cela, au contraire. Une véritable politique anticapitaliste en matière fiscale serait une politique qui privilégierait les impôts directs et la progressivité de l'impôt, taxerait réellement le capital mais aussi le patrimoine. Elle rendrait la fiscalité compréhensible par toutes et tous, ce qui est la condition même pour qu'elle puisse donner lieu à un véritable débat démocratique dans lequel les arbitrages politiques soient réellement maîtrisés par tous. On en est bien loin !

Sandra Demarcq



DR

textile de la banlieue de Dhaka en octobre qui a fait sept morts. Pourtant, si des négociations ont lieu pour indemniser les familles des 112 morts de l'incendie de la fabrique de Tazreen fin 2012, toutes les marques impliquées n'ont pas accepté de donner une compensation et rien n'est fait pour les victimes blessées physiquement ou psychologiquement, et qui ne peuvent reprendre le travail. Quant à la sécurité des bâtiments en termes de construction et d'incendie, deux accords ont été signés, l'un avec des compagnies nord-américaines, l'autre avec des revendeurs européens. Ce sont donc 5 000 usines textiles qui doivent être inspectées. 400 ateliers ont déjà fermé depuis septembre, car pas aux normes. Mais si



les inspections ont commencé, elles sont compromises par la corruption liée à l'importance du secteur textile pour les ressources du pays et les faibles moyens du gouvernement. Tout cela se déroule dans un contexte politique compliqué marqué par les élections législatives qui auront lieu fin janvier 2014. Le Premier ministre, Sheikh Hasina, de la Ligue Awami, a appelé à un gouvernement intérimaire multipartite pour préparer les élections. Tandis que l'opposition, à l'appel du Bangladesh Nationalist Party (BNP), a lancé une campagne pour sa démission en menaçant de bloquer le pays. Des grèves ont déjà paralysé les transports publics pendant plusieurs jours.

Christine Schneider

Le chiffre

3,7 millions

C'est, selon le journal *le Monde* du 22 novembre, le nombre de Contrat à durée déterminée de moins d'un mois au troisième trimestre 2013. Ces contrats (vraiment) courts ont plus que doublé en moins de dix ans.



Agenda

Samedi 30 novembre, manifestation de la journée mondiale de lutte contre le sida, Paris.

« Pas d'entraves à l'accès aux soins ». Rendez-vous à 18h place de la République.

Samedi 30 novembre, Fête de l'Humanité Bretagne, Lanester. Avec pour le NPA Christine Poupin, au Parc des expositions du pays de Lorient.

Dimanche 1^{er} décembre, marche pour une révolution fiscale, Paris.

Le NPA sera présent à cette manifestation. RDV à 13h30 place d'Italie.

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

NO COMMENT

Marre de ces racailles qui saccagent le vieux port et agressent la police en brandissant un drapeau étranger ! Bouge Valls !

YVES MORAINE, maire UMP des 6^e et 8^e arrondissements de Marseille, mardi 19 novembre sur Twitter, à propos de la fête spontanée qui a suivi la qualification de l'Algérie à la coupe du monde de football.

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0414 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication.
SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

Gérant et directeur de publication :
Ross Harrold

Secrétaire de rédaction :
Manu Bichindaritz

Maquette :
Ambre Bragard,
Goulven Schaal

Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 22
Fax : 0148 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

MAIRES

En première ligne

Le congrès des maires qui s'est déroulé la semaine dernière s'est fait l'écho de la grogne des élus locaux. Rien d'étonnant...

Ceux et celles qui sont allés chercher des signatures pour une campagne présidentielle ont bien vu que l'immense majorité des maires le sont de toutes petites communes aux moyens très limités.

Cette situation difficile se marque aussi lorsqu'un nombre grandissant de maires sont en réalité des mairesses, une féminisation qui, comme pour d'autres fonctions, témoignerait de l'abandon des communes par ceux qui cherchent des positions de notabilité. Il a bon dos, le «dévouement» qui continue d'être associé à la participation politique des femmes.

Or le gouvernement ne cesse de réduire les marges de manœuvre des municipalités. La chose peut surprendre ceux qui confondent le PS avec le vieux Parti radical, mais le PS a beau être ultra dominant dans les collectivités locales, des communes aux régions, sa logique est désormais la rationalisation financière et budgétaire. Ça casse ou ça passe. Et là, c'est en train de casser, d'autant que la multiplication des normes européennes dans tous les domaines entraîne une inflation de mises aux normes des bâtiments et installations, parfois très récentes.

Des solutions sans moyens ?

Dans ce contexte, deux dossiers suscitent la colère des maires. La réforme des rythmes scolaires, d'abord, représente pour les maires de zones rurales ou industrielles appauvries un véritable casse-tête. Elle a été pensée pour un électoral urbain et bobo, pour débloquent le sacro-saint week-end aux dépens du repos nécessaire aux enfants à mi-semaine. Elle entraîne des municipalités — qui n'avaient rien demandé — dans une recherche éperdue de solutions locales pour lesquelles elles n'ont pas de moyens durables.

Ces dépenses imprévues viennent s'ajouter à l'application scrupuleuse des réformes budgétaires sarkozystes, en particulier le basculement des prélèvements nationaux vers une base locale. Celle-ci est beaucoup plus injuste puisque basée non pas sur le revenu mais sur une définition assez élastique du logement possédé ou occupé. De plus, les postes de dépense renvoyés ces dernières années aux collectivités locales ne sont pas, loin de là, compensés par les ressources nouvelles. Et le déséquilibre a tendance à s'accroître avec les cadeaux fiscaux et l'appauvrissement des populations. En bref, sollicités de toutes parts par ceux de leurs administrés qui souffrent, tout simplement, les maires se retrouvent en première ligne, parce que jugés localement responsables. Y a de quoi devenir nerveux.

Céline Leborgne

Obama et Barroso. DR

ISRAËL **Diplomatie française aux ordres**

Pour son premier voyage en Israël, François Hollande a clairement marqué sa complicité avec les dirigeants israéliens actuels.

En trois journées de visite, seules quelques heures auront été consacrées aux «territoires palestiniens», et encore pour rencontrer un «président de l'Autorité palestinienne» qui ne détient plus de légitimité populaire depuis fort longtemps! Point de visite des villes palestiniennes étranglées par les colonies et les routes réservées aux colons. Pas de rencontre avec les entreprises palestiniennes entravées par la colonisation et les restrictions imposées par l'occupant. Et une seule

demande aux Palestiniens qui subissent le joug de la colonisation : renoncer au droit international, renoncer à la résolution 194 du conseil de sécurité de l'ONU et abandonner le droit au retour des réfugiés de 1948!

Tais-toi quand tu parles!

Sur injonction de Yuli-Yoel Edelstein, président de la Knesset, le président français s'est exprimé devant cette assemblée. Avec une audace incroyable, François Hollande a rappelé la position française : deux États avec Jérusalem partagé en deux

capitales, et l'arrêt de la colonisation de la Cisjordanie. En 2008, Nicolas Sarkozy avait rappelé devant la Knesset «l'adoption d'une loi qui inciterait au départ des colons de Cisjordanie, moyennant compensation et relogement en Israël». Mais chez François Hollande, point d'allusion au démantèlement de toutes les colonies.

Il se dit heureux de s'adresser aux élus nationaux du peuple israélien, en taisant que cet État maintient en prison 13 députés palestiniens! L'audace s'arrête donc à la déclaration de principe :

point de condamnation sur la judaïsation à marche forcée de Jérusalem par l'expulsion de milliers de Palestiniens et la destruction de maisons, ou l'expulsion de leur demeure des habitants arabes de Jérusalem pour l'installation de colons juifs. Hollande ignore les discriminations subies par la population non juive d'Israël, pourtant dénoncées dans un rapport des 27 ambassadeurs de l'Union européenne en 2011 : «Nous devons considérer la façon dont Israël traite ses minorités comme un problème central, et pas secondaire, par rapport au conflit israélo-palestinien...». Hollande oublie la tragédie à venir : ce parlement israélien s'apprête à voter une loi permettant l'expulsion de dizaines de milliers d'habitants non juifs du Néguev! Les droits de l'homme, dont la France serait le phare, s'arrêtent pour le président français à la frontière sioniste... Voilà donc un président se revendiquant de gauche qui déclare sa flamme au très raciste ministre Liberman et à Netanyahu, Premier ministre le plus à l'extrême droite qu'ait pu connaître cet État.

Un État comme les autres ?

Deux faits révèlent le sens de la visite de Hollande en Israël. Face à la détérioration de l'image de l'État colonialiste, aux avancés de la campagne internationale de Boycott - désinvestissement - sanctions (BDS), le président français

relance la coopération avec entreprises nationales des États. Plusieurs accords économiques ont été ainsi signés, notamment la SNCF avec Israël Railways, faisant fi des atteintes aux droits de l'homme. Hollande prétend que cet État criminel est un État comme d'autres.

Concernant l'Iran et l'énergie atomique, en fidèle soutien à Israël, François Hollande mène une politique de tension accrue avec Téhéran, allant même jusqu'à s'engager à participer à la guerre contre l'Iran! Il aura fallu le renoncement des USA à ce funeste projet, pour que tout penaud, l'Élysée stoppe illico son chant guerrier. Et devant la Knesset, le discours du président reprend les termes qui avaient provoqué l'échec des premières négociations entre Iran et le groupe des 5+1 (les cinq États permanents du conseil de sécurité de l'ONU plus l'Allemagne) le samedi 9 novembre 2013. Mais la diplomatie française isolée n'a pu empêcher qu'un accord avec l'Iran se conclut dans la nuit du samedi 23 novembre au dimanche 24 novembre. Intransigeant face à l'Iran, François Hollande a de fait soutenu l'armement nucléaire israélien, connu de tous... fidèle en cela à la vieille tradition du Parti socialiste qui dès 1956, avec le gouvernement de Guy Mollet, participa à la construction de la bombe atomique israélienne.

Marc Prunier



ACCORD TRANSATLANTIQUE

Les multinationales au-dessus des lois

La crise économique actuelle ne voit pas un retour du protectionnisme entre les puissances économiques. Si les négociations commerciales multilatérales dans le cadre de l'OMC n'avancent guère, les négociations commerciales bilatérales se multiplient. Le projet d'Accord transatlantique entre les États-Unis et l'Union européenne (UE) serait le traité commercial le plus important jamais conclu.

Les deux protagonistes représentent la moitié du PIB mondial et le tiers des échanges commerciaux. Gouvernements et entreprises négocient en ce moment cet accord pour se débarrasser de lois et règlements

aux dépens des acquis sociaux et de l'environnement.

Des enjeux considérables

Ils concernent d'abord l'agriculture : les droits de douane moyens sont de 7% côté États-Unis et de 13% côté UE. Face à l'arrivée massive de nouveaux produits agricoles américains, l'agriculture européenne s'orienterait encore plus vers le modèle agro-exportateur. De plus, des normes (pesticides, OGM, bœuf aux hormones, poulet au chlore...) pourraient être condamnées comme «barrières commerciales illégales». Par exemple, les lobbies agro-industriels font pression pour que la liste des 52 variétés d'OGM déjà autorisées soit élargie.

Quant aux services financiers, avec leur libéralisation complète, il serait impossible de renforcer le contrôle des banques, de taxer les transactions financières, de mettre au pas les paradis fiscaux ou les fonds spéculatifs. En matière de technologies de l'information et

de la communication : les droits de propriété intellectuelle (protection des brevets) seront renforcés et les données personnelles risquent de faire encore plus l'objet d'un espionnage légal et lucratif. Pour les services publics, l'Accord réduirait les principes d'accès universel et large au bénéfice d'une privatisation générale. Distribution d'eau et d'électricité, éducation, santé, recherche, transports, aide aux personnes pourraient ainsi être ouverts à la concurrence.

Contre cette arme atomique, mobilisation !

Pour imposer ses règles, l'Accord transatlantique prévoit, comme d'autres accords déjà imposés par les États-Unis, et même l'accord UE-Canada pas encore ratifié, un tribunal dit «de règlement des différends» entre acteurs économiques privés et gouvernements. Des entreprises pourraient ainsi porter plainte auprès de ce tribunal contre un État qui aurait fait évoluer

sa législation, réduisant certains avantages concédés aux investisseurs. Exemple théorique : un géant de l'énergie pourrait contester un moratoire sur l'extraction de gaz de schiste. Certains eurodéputés avaient déposé en mai un amendement proposant de «ne pas prévoir de mécanisme de règlement des litiges entre État et investisseur». Il a été rejeté!

Cette arme atomique figurait déjà dans le projet d'accord multilatéral sur l'investissement (AMI) négocié secrètement entre 1995 et 1997 par les États membres de l'OCDE, projet qui avait capoté face aux mobilisations. Comme précédemment, pour l'Accord multilatéral pour l'investissement (AMI), puis l'Accord commercial anti-contrefaçon (ACTA), seule la mobilisation pourra faire capoter ce projet.

J.R.

Pour aller plus loin, un guide d'ATTAC : <http://www.france.attac.org/articles/guide-de-navigation-pour-affronter-le-grand-marche-transatlantique>

PHILIPPINES

Désastre humanitaire et social

Au-delà du chiffre des victimes qui ne cesse d'augmenter, les Philippines vivent un véritable désastre social après le passage du super-typhon Haiyan.

Au lendemain de la catastrophe du 8 novembre dernier, le président Benigno «Noynoy» Aquino III l'avait affirmé : le super-typhon Haiyan (Yolanda) n'avait fait que très peu de victimes. Puis il avait prédit un maximum de quelque 2500 décès. Deux semaines plus tard, le gouvernement a déjà dû annoncer 5235 morts, 1611 personnes portées disparues et environ 13000 blessés (évaluation officielle au 22 novembre). Plus de 4 millions d'habitants ont été déplacés et 12 millions sont gravement affectés par le sinistre.

Une catastrophe de la pauvreté
On commence aussi à mesurer l'ampleur du désastre social. Des régions entières dévastées, c'est une économie effondrée, un chômage massif, bien peu de chances retrouver rapidement un emploi. Dans les campagnes, les plantations sont détruites, les arbres brisés, le matériel souvent inutilisable ou noyé dans les flots. Les villages de pêcheurs ont subi de plein fouet l'assaut de vagues géantes détruisant habitations et bateaux. Les survivants se retrouvent totalement démunis, sans espoir. Nombreux sont celles

et ceux qui tentent de rejoindre des membres de leur famille établis dans des provinces qui ont échappé au cyclone le plus dévastateur de l'histoire du pays. Mais les inégalités sociales en temps de catastrophe sont criantes. Les riches — dont les résidences sont les seules à avoir parfois résisté à la violence des vents — ont des arrières solides. Les pauvres non, malgré de très vivaces solidarités familiales. Ainsi, des familles rejoignent l'agglomération de Manille-Quezon City où le mari a un emploi... Mais ce dernier vit dans un dortoir : un lit, un placard... Pas de quoi accueillir

ses proches ! Ceux-ci vont donc grossir les bidonvilles, la cohorte des sans-emplois et des ultra-précaires. Ils ne recevront aucune aide gouvernementale et disparaîtront des statistiques. Les membres les mieux lotis de leur « famille élargie », les amis, tentent d'organiser des collectes en leur faveur. Les migrants sont une nouvelle fois sollicités : ils sont 12 millions à travailler à l'étranger et l'argent qu'ils envoient régulièrement au pays joue un rôle essentiel dans l'économie philippine. Mais ces migrants sont pour une bonne part eux-mêmes pauvres, souvent sans papiers...

habitantEs n'avaient encore rien reçu de la part d'agences gouvernementales, d'institutions privées ou d'organismes internationaux. Pour soutenir 850 familles victimes d'Haiyan, nos partenaires philippins font un effort considérable de mobilisation. Une coalition s'est constituée, comprenant une cinquantaine d'organisations : le *Mindanao Humanitarian Action Network against Disasters* (Mi-HANDs) — le Réseau humanitaire de Mindanao d'action contre les désastres. Plusieurs dizaines de militants sont partis dans les Visayas avec des secours pour faire face aux besoins de première nécessité et avec des équipes formées à l'aide psychosociale. Vu la situation, Mi-HANDs fait face à des frais logistiques lourds (transports). Grâce aux dons reçus, Europe solidaire sans frontières (ESSF) a déjà pu envoyer 6000 euros ; un troisième transfert sera bientôt effectué¹. L'Union syndicale Solidaires et la revue *Contretemps* ont relayé son appel à la solidarité. L'aide financière reste essentielle au succès de travail engagé sur le long terme par nos partenaires philippins.

L'aide « officielle » ?

Et puis il y a celles et ceux qui ne peuvent pas envisager de quitter leur quartier, leur village. L'aide « officielle » arrive maintenant dans des agglomérations sinistrées comme Tacloban, sur l'île de Leyte, où la plupart des reportages ont été réalisés. Ce n'est cependant toujours pas le cas dans nombre d'endroits plus reculés. Les associations philippines basées à Mindanao et dont nous soutenons l'action se sont rendues en zone rurale à Daanbantayan (au nord de l'île de Cebu), à Palompon et Villaba (île de Leyte) et à Ormoc City où se trouve notamment une communauté musulmane (île de Samar). En tous ces lieux, les

CATASTROPHE AUX PHILIPPINES



ÉTAT ESPAGNOL Grève des employés du nettoyage et des jardiniers

Les deux semaines de grève reconductible des travailleurs du nettoyage urbain et des jardiniers de la ville de Madrid ont montré l'unité de la quasi-totalité des effectifs. Ils ont fait preuve d'une combativité sans faille sur les piquets de grève.

Cette grève qui se termine, la première lutte ouvrière d'ampleur depuis la grève du métro de Madrid en 2010, a suscité une grande solidarité parmi la population et les travailleurs, à Madrid comme dans le reste du pays. La grève a été très visible et largement médiatisée, et pour cause ! Pendant les deux semaines de lutte, la capitale de l'État espagnol croulait sous les ordures, ce qui démontre une nouvelle fois l'indispensable utilité sociale de ces travailleurs. La grève s'est terminée, et les lignes rouges marquées par les travailleurs et leurs syndicats n'ont pas été franchies : les 1140 licenciements annoncés par le patronat n'auront pas lieu, et les coupes dans les salaires ont été largement limitées. Une victoire importante.

Deux semaines de mobilisation

Cette mobilisation a permis aux travailleurs de progresser dans l'organisation de la lutte contre les

licenciements et pour des revenus dignes, mais aussi de s'opposer frontalement aux attaques du patronat et de la mairie de Madrid (dirigée par la droite, le Parti populaire), qui n'a eu de cesse pendant toute la durée du mouvement de menacer de faire nettoyer la ville par une autre entreprise publique. Il faut signaler l'intervention directe dans la grève qu'ont pu avoir des militants de Corriente Roja (parti trotskiste, d'orientation moréniste) ou encore du PCPE (Parti communiste des peuples d'Espagne), qui a contribué à élever le niveau de combativité face à l'attitude des centrales syndicales majoritaires, qui ont cherché à freiner le mouvement. Avec les victoires arrachées, cette grève est d'une grande importance dans la période actuelle, même s'il faut évidemment être lucide sur ses limites : il n'a pas été possible par exemple d'organiser un comité de grève fort à l'échelle de Madrid, ce qui aurait été un contrepoint

déterminant face aux manœuvres des bureaucraties syndicales. En effet, celles-ci non seulement n'ont pas aidé à l'organisation des piquets de grève, mais ont cherché à écarter la mobilisation. Les directions syndicales ont préféré faire confiance au patronat en signant (avant la fin de la grève) un pré-accord, qui certes n'entérine pas les 1140 licenciements, mais prévoit par exemple une période de 45 jours par an de chômage technique imposé pour

tous (ce qui signifie une grosse perte de salaire), et laisse la porte ouverte à de futures attaques qui ne tarderont pas à venir...

Reste que ces deux semaines de lutte et d'organisation pourraient bien donner des idées aux millions de travailleurs qui subissent de plein fouet les licenciements et le chômage dans l'ensemble de l'État espagnol.

De Madrid, Correspondant (traduction JCC)



Le monde en bref

INDE

Un nouveau meurtre « pour l'honneur »

À la mi-septembre, dans l'État de l'Haryana, un couple a été tué au nom de « l'honneur ». Leur meurtre est d'autant plus horrible que les deux jeunes gens ont été torturés, leurs corps mis en pièce et ce sont des membres de la famille de la jeune fille qui l'ont perpétré. La pression sociale est telle que les membres du village auraient accepté et justifié cet assassinat au nom de la « tradition ». D'ailleurs, de nombreux responsables politiques de cet État, dont son Premier ministre ou le député du district, traitent l'événement comme un fait divers. Seuls les partis de gauche et les organisations de masse dénoncent ce crime odieux. Ce couple originaire du village de Garnawathi venait de se marier, et selon les habitants, il avait violé la « loi » du clan qui interdit aux membres d'une même sous-caste — d'un même village ou des 8 villages avoisinants — de se marier entre eux. Même si elle les définit comme frère et sœur, il ne s'agit pas d'un problème de relation « incestueuse ». Cette règle est l'héritière d'un concept de propriété très fort, les trois J : la propriété (Jar), la femme (Joru), la terre (Jameen), pierres angulaires du patriarcat dans l'État de l'Haryana. Il semblerait que de grandes parcelles de terres aient été attribuées aux castes par les gouvernements successifs. Aussi, de la taille et de l'emplacement de la terre dépend leur influence. Un crime de ce type avait déjà été perpétré en 2007 avec l'accord du conseil de caste (khop panchayat) et c'est l'association indienne de femmes AIDWA qui avait permis d'obtenir justice. Ces meurtres pour l'honneur, comme ces conseils de village, font partie de la structure sociale en Haryana qui préserve des traditions d'un autre âge mais que ne combat pas le gouvernement de l'État. Cette situation s'inscrit dans un contexte bien particulier : même s'il y a eu des réactions après les viols commis en bande en décembre 2012, le climat est plutôt au conservatisme, dénonçant l'habillement des femmes considéré comme une « provocation ». Toujours en Haryana, la famille d'une jeune étudiante dalit (les intouchables ou les exclus du système de caste), tuée et violée fin août, se bat pour la prise en charge d'une réelle enquête policière. Où l'on retrouve à la fois les problèmes de castes et ceux du patriarcat.

Christine Schneider

DANEMARK

Succès pour l'Alliance rouge-verte

Les élections municipales et régionales qui ont eu lieu le 19 novembre ont vu le développement de l'Alliance rouge-verte (RGA) fondée en 1989. Elle passe de 2,3 % en 2009 (date des dernières élections) à 6,9 % aujourd'hui, avec des élus dans 79 municipalités et dans toutes les régions du Danemark. Le nombre total de conseillers municipaux passe de 14 à 119 et d'un seul élu régional à 15... Avec 19,5 % des voix à Copenhague, le RGA est devenu le deuxième parti. Au niveau de pays, le résultat général est une défaite pour les partis gouvernementaux (la social-démocratie et ses alliés). Une défaite qui reflète le mécontentement qu'entraîne une politique économique néolibérale qui se situe dans le sillage de l'ancien gouvernement de droite. Le Parti du peuple danois (DPP), d'extrême droite, a réuni 10,1 % des voix et pourrait prendre une mairie dans la banlieue de Copenhague...

M.B.



l'Anticapitaliste | Continuons le débat!

Le 11 septembre dernier, un bijoutier de Nice s'est trouvé au cœur de l'actualité en tuant (de dos) un jeune de 19 ans qui venait de prendre part au cambriolage de sa bijouterie. La vague de sympathie qu'il a suscitée, le flot de déclarations complaisantes venues en particulier de la droite et de l'extrême droite, mais pas seulement, illustre l'ampleur de la question. Alors que dans quelques semaines, les élections municipales verront à gauche et à droite beaucoup de candidatEs mettre au cœur de leur campagne la fameuse question de « l'insécurité », l'Anticapitaliste ouvre le débat. Sous la forme d'une double page centrale, nous souhaitons tous les mois aborder un sujet avec des tribunes écrites par des membres du NPA et nos invitéEs. Pour cette première tentative, nous avons donné carte blanche à trois personnes issues de la gauche sociale et politique. Totale liberté à eux de développer autour et aux alentours du thème de l'insécurité, l'enjeu étant de nourrir la réflexion... et d'ouvrir la discussion. Ces prochaines semaines, nous rendrons compte dans notre courrier des lecteurs des éventuelles réactions que ces tribunes pourront susciter (n'hésitez pas à écrire à redaction@npa2009.org). Car rappelez-vous, ce n'est qu'un début... continuons le débat!



Lutter contre l'insécurité, c'est lutter contre le système qui la produit!

Laurent Ripart, conseiller municipal NPA de Chambéry (73)

Parce qu'il institue, selon le mot de Marx, un état « d'insécurité perpétuelle », le capitalisme a toujours exacerbé le besoin social de sécurité. En démantelant les services publics et en paupérisant les classes populaires, la contre-révolution libérale a poussé ce paradoxe à son extrême. Pour avoir fondé leur projet de société sur « la guerre de tous contre tous », les libéraux ont ouvert un chaos social qu'ils ont voulu contenir par de nouvelles politiques sécuritaires ciblées sur les classes qu'ils avaient pau-

les quartiers populaires. Elles modèlent l'espace du néo-libéralisme en opposant les zones d'habitats populaires, stigmatisées comme des « espaces de non-droit », aux quartiers des classes dominantes qui sont sécurisés par un arsenal de technologies liberticides, dont les 935 000 caméras de vidéo-surveillance recensées en 2012 par la CNIL en France constituent l'exemple le plus emblématique. Si ces politiques ont été originellement portées par la droite, le PS s'y est désormais totalement converti. Le social-libéralisme

de la gauche : dans les rues de Montreuil et de Saint-Denis, des maires EELV ou Front de gauche installent des caméras de vidéo-surveillance, tandis qu'à Sevran, Autain ouvre sa campagne par de grandes proclamations sécuritaires et se déclare prête à y créer une police municipale. Alors que la conversion sécuritaire de la gauche libérale brouille les lignes, les anticapitalistes doivent reprendre la question à la racine, en expliquant que l'insécurité trouve d'abord et avant tout sa source dans le chaos produit par un système

donc de sécurité : restauration des services publics, droit à un emploi pour tous, lutte contre les discriminations, etc.

Mais l'urgence est de lutter pied à pied contre les politiques sécuritaires qui écrasent les classes populaires. Il faut en finir avec les politiques de stigmatisation des quartiers en exigeant la suppression des nouvelles zones de sécurité prioritaire (ZSP) mises en place par Valls : ce n'est pas de CRS supplémentaires dont nous avons besoin, mais de services publics, de justice et d'emploi. Il nous faut aussi assurer notre propre sécurité, en exigeant le désarmement et la démilitarisation de la police, l'interdiction du flash-ball et du taser et la dissolution des unités d'exception, en premier lieu de la BAC dont les exactions quotidiennes sont intolérables. Cette politique doit se décliner dans nos interventions locales. Il est urgent de démanteler la vidéosurveillance qui ne cesse de s'étendre dans les rues de nos villes. Il faut aussi abroger les arrêtés municipaux qui ciblent la jeunesse et les SDF, à l'exemple des arrêtés contre la mendicité ou contre la consommation d'alcool sur la voie publique, qui n'ont d'autre fonction que de criminaliser la grande pauvreté. Il faut enfin interdire les polices municipales, avant que l'extrême droite ne

s'en empare dans les villes qu'elle s'apprête à conquérir, en tirant les leçons d'Orange où Bompard

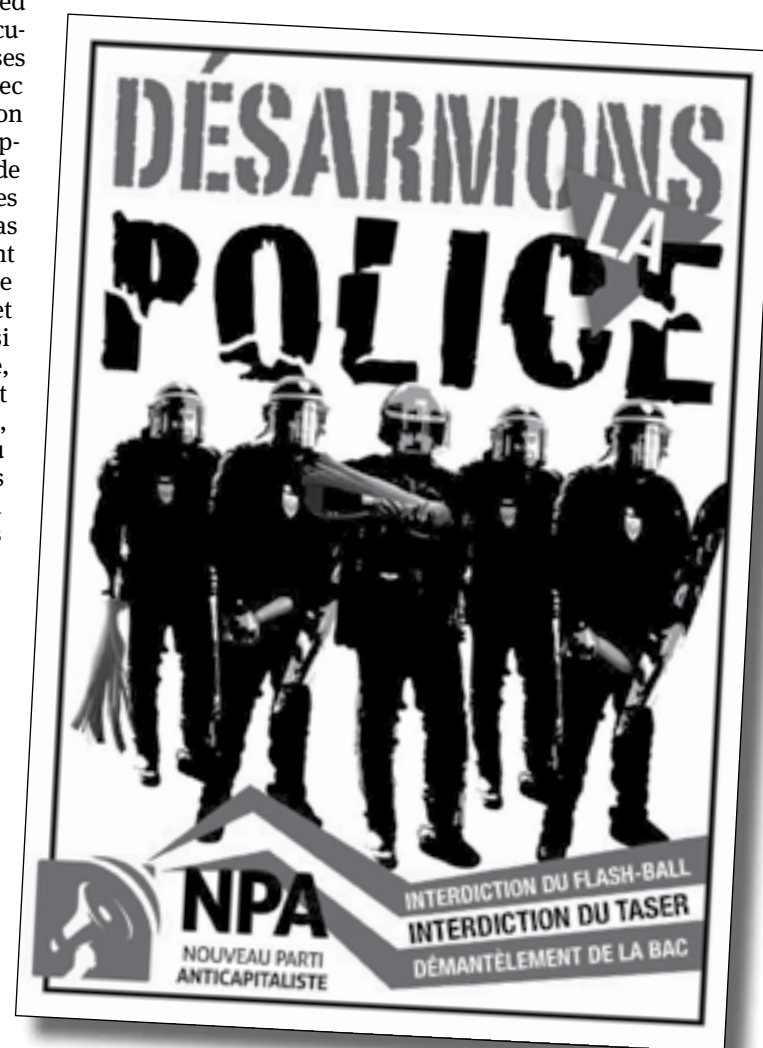
utilise la police municipale pour harceler les immigrés et museler son opposition.

“ L'urgence est de lutter pied à pied contre les politiques sécuritaires qui écrasent les classes populaires. Il faut en finir avec les politiques de stigmatisation des quartiers.

périsées, comme cela a été le cas aux États-Unis qui comptent aujourd'hui davantage de noirs dans leurs prisons qu'il n'y avait d'esclaves en 1850. Menant la lutte des classes par des moyens policiers, ces politiques sécuritaires visent

s'est fait social-sécuritaire : à un journaliste qui s'étonnait de ses emprunts à la politique de Sarkozy, Valls répondait en juillet dernier que « la sécurité n'est ni de droite ni de gauche ». Les politiques sécuritaires s'infiltrèrent même désormais dans « la gauche

fondé sur l'inégalité et la mise en concurrence généralisée. La lutte contre l'insécurité passe ainsi par la lutte anticapitaliste et doit se concrétiser par la satisfaction de quelques revendications immédiates, susceptibles de rétablir un minimum d'ordre social et





JMB

Une jeunesse stigmatisée

Michel Faujour, co-secrétaire national du SNPES-PJJ/FSU (syndicat des personnels de la Protection judiciaire de la jeunesse)

De tout temps et dans de nombreuses sociétés, les jeunes générations ont été tenues pour partie responsables de désordres civils insupportables. Au début du XIX^e siècle, les classes laborieuses ont été désignées comme dangereuses et pénalisées en conséquence. Les enfants voleurs ou vagabonds ont été relégués dans les bagnes. En France, l'ordonnance de 1945 a innové en introduisant l'idée que la sanction doit être l'exception en matière de réponse pénale et qu'il faut mettre en place des institutions spécialisées pour les mineurs. Et au tournant des années 60-70, l'esprit de l'ordonnance de 1945 paraît s'imposer. Après 1968, la droite va mettre cette question au centre, avec loi anti-casseurs du gouvernement Chaban-Delmas en 1970, puis, après une campagne électorale en 1974 où la question de la sécurité devient pour la première fois un thème de campagne, Alain Peyrefitte fait voter en 1980 la loi sécurité et liberté. En 1981, la gauche abrogera la loi anti-casseurs et en 83 une partie seulement de la loi Peyrefitte, conservant en particulier la disposition inique de la comparution immédiate. La question de l'insécurité ne va plus quitter le devant de la scène. En lien avec le processus de relégation des

quartiers les plus pauvres et le chômage, les jeunes de ces quartiers vont petit à petit servir de boucs émissaires. En 1999, c'est dorénavant la gauche qui décide d'inscrire les orientations de la Protection judiciaire de la jeunesse dans le cadre d'un conseil de sécurité intérieure jusque-là réservé au terrorisme. Sous l'impulsion de Chevènement, ministre de l'Intérieur, l'heure est au « traitement de toutes les incivilités » et à la « tolérance zéro » pour les mineurs. Le mouvement sécuritaire va s'accélérer avec en 2002 l'élection de Chirac et Sarkozy au ministère de l'Intérieur. La loi dite Perben 1 va considérablement accentuer le mouvement d'aggravation de la pénalisation des mineurs auteurs, en favorisant la banalisation de l'enfermement et de l'incarcération. Dorénavant, le souci de protection est posé comme antinomique avec la prise en compte des victimes ou avec la cohérence de la réponse judiciaire. La rapidité de traitement des procédures n'est plus une réaction « normale » face à la « lenteur de la justice » mais un choix justifié par l'efficacité attendue de l'action pénale vis-à-vis des adolescents. Le travail éducatif dans la durée est posé comme contradictoire avec les exigences de l'ordre public. L'heure est au retour des pères fouettards et à la réhabilitation de la valeur de la sanction visible, voire spectaculaire. Les éducateurs PJJ font un retour en quartier mineur,

les établissements pénitentiaires pour mineurs et les centres éducatifs fermés (CEF) sont créés. Si depuis la fin des années 90, une partie de la jeunesse originaire des quartiers défavorisés et ghettoïsés est régulièrement désignée comme responsable de l'insécurité, les textes sécuritaires vont exploser à partir de 2002. Depuis la défaite électorale de Sarkozy en 2012, le seul texte sur les mineurs, dont l'abrogation a été annoncée dans le cadre du projet de réforme pénale, est celui sur les peines plancher. Cependant, le débat parlementaire aura lieu après les élections municipales et, dans la logique imposée par Valls cet été, rien ne garantit que cette suppression ira à son terme. Concernant la suppression des dispositifs sécuritaires hérités du sarkozisme dans l'ordonnance de 1945 (dont la suppression des tribunaux correctionnels pour mineurs), ils sont renvoyés à plus tard. Nous pouvons craindre qu'ils soient considérés comme inopportuns politiquement. Les annonces de campagne de François Hollande sur le doublement des CEF étaient clairement explicites sur le refus de rupture avec le gouvernement précédent. La ministre de la Justice, qui n'avait pas une approche aussi timorée, a été contrainte d'accepter dix CEF publics supplémentaires alors qu'elle évoquait à l'été 2012 l'arrêt des ouvertures. Les jeunes auteurs d'actes de délinquance seraient, prétendument, de

plus en plus nombreux et de plus en plus violents. Sarkozy et consorts ont été les plus zélés caricaturistes de la réalité. Cependant, les formules chocs employées à l'occasion de faits divers sont contestées par les études argumentées. Celles-ci mettent en évidence pour les mineurs une stabilité des actes criminels sur le long terme à un niveau très bas, et une augmentation des faits correctionnels comparables pour les mineurs et les majeurs. De surcroît, les statistiques sur la délinquance en général peuvent autant refléter l'augmentation réelle de celle-ci qu'être le produit de l'activité policière ou de la

sévérité accrue des procureurs. En fait, la stigmatisation des jeunes auteurs de délits fait d'autant plus écho dans la population que celle-ci est confrontée à une situation de crise économique et sociale qui favorise l'explosion de la précarité. Face à l'incertitude du lendemain qui atteint un nombre de plus en plus grand de personnes, le sentiment d'insécurité est amplifié par des campagnes populistes qui visent à détourner l'attention des véritables responsables de l'insécurité. Les jeunes et les étrangers sont des sources inépuisables de ces campagnes réactionnaires.



DR

Pour une révolution citoyenne dans la police

François Delapierre, secrétaire national du Parti de gauche, conseiller régional d'Île-de-France, et auteur du livre *Délinquance: les coupables sont à l'intérieur* (éditions Bruno Leprince)

Le réformisme est mort, dans la police aussi. Ce fut pourtant l'administration la plus réformée ces dernières décennies. Les gouvernements PS après 1981 et 1988 en firent une vitrine de la modernisation de la fonction publique. En 1995, la réforme Pasqua la refondit entièrement en trois corps, supprimant la vieille distinction entre civil et tenue. Sarkozy fit preuve d'un zèle en la matière qu'il est inutile de rappeler. Mais alors que la décennie 2002-2012 a été marquée place Beauvau par son omniprésence envahissante, même lorsqu'il déménagea à l'Élysée de l'autre côté de la rue, Beauvau est aujourd'hui, avec Bercy, le ministère le moins affecté par le changement de majorité de 2012. C'est simple: les hommes ont à peine bougé, aucune loi n'a été abrogée, le discours officiel est quasiment le même. Valls a maintenu aux postes les plus sensibles les responsables choisis sous Sarkozy: directeur de la Police aux frontières (chargé de l'expulsion des étrangers), directeur du renseignement intérieur (impliqué dans « l'affaire

des fadettes », l'ancien numéro un a dû partir mais a été remplacé par son fidèle second) et pilote des zones d'action prioritaires, l'ancien préfet de Seine-Saint-Denis Christian Lambert. Dans la continuité de Sarkozy, Valls pourchasse « l'ennemi intérieur » et glose à propos d'un bijoutier homicide sur la défense des « honnêtes gens ». Il fait de l'islam un problème pour la démocratie et son ministère devient celui des populations. Les Roms seraient culturellement cambriophiles, les musulmans mal intégrés promis à devenir des soldats du « djihadisme global »... Quant aux priorités sur le terrain, elles n'ont pas changé. Malgré les démentis extérieurs, les chiffres érigés par Sarkozy en mesure ultime de l'efficacité policière continuent à évaluer l'action des services. En les poussant à cibler d'étroites clientèles policières: usagers de cannabis, prostituées, étrangers en situation irrégulière. Il n'est pas très étonnant qu'un ministre qui construit sa cote sondagière sur sa popularité dans l'électorat de droite se soit évertué à manifester cette continuité. Mais

le renoncement à toute réforme de la police de la part du gouvernement a des causes plus profondes. D'abord le type de police privilégié sous Sarkozy répond aux exigences de l'austérité. La police de proximité, tarte à la crème des réformes sociales-démocrates dans la police, est condamnée par ce cadre comptable. Pour couvrir une même circonscription de police,

les patrouilles à pied requièrent 10 fois plus d'hommes qu'une BAC motorisée. Les nouvelles techniques policières comme la vidéosurveillance ou la « saturation de l'espace » consistant à envoyer temporairement des renforts, notamment des CRS, dans les territoires où un certain niveau de violence est atteint sont autant de façons de « rationaliser »

des moyens humains déclinants. Ensuite, l'omniprésence de Sarkozy a occulté la constitution d'un puissant lobby politico-sécuritaire qui n'a pas été affecté par l'élimination de son champion. Le Conseil supérieur de la formation et de la recherche stratégique, censé définir la politique de « défense et sécurité » de la France, en est une bonne illustration. On y trouve des ministères, HEC et Paris II Assas ou des entreprises dont EADS, Sanofi-Aventis, Safran, Total, Veolia et Euro-RSCG. Sous la présidence d'Alain Bauer, traducteur polyglotte des langages politiques, administratifs, médiatiques et économiques, se forge donc un discours commun sur les menaces et les mesures qu'elles appellent. Chacun autour de la table y trouvera son profit, en voix gagnées, en papier vendu, en contrats de recherche ou en marchés décrochés. Exemple: les « intellectuels » de la bande, à moins que ce ne soient des communicants, agitent la « nouvelle menace » de la « criminalité identitaire ». On la connaissait sous le

nom moins vendeur d'usurpation d'identité. Un bon relookage pour le 20 heures. Et une aubaine pour les marchés de système de sécurité biométriques. C'est ainsi que la police nationale devient police privée de l'oligarchie. Celle-ci n'a pas l'intention de la rendre au peuple, son légitime propriétaire. Seule une révolution citoyenne permettra donc de rétablir le pouvoir du peuple sur sa police, aussi indispensable que la douane, l'inspection du travail ou celle des impôts pour faire appliquer ses décisions. Enfin, la situation d'urgence sur le terrain rend cette révolution irrépressible. La dégradation des relations entre la police et la population dans de nombreux quartiers ne s'inversera pas en un jour. Envoyer des patrouilles à pied, même volontaires, dans certains quartiers c'est aujourd'hui l'assurance de voir revenir des blessés et de les jeter dans les bras du FN. C'est pourquoi mon livre formule des propositions pour révolutionner ce service public: évaluation par les citoyens, suppression de l'actuel concours de commissaire, recours à la conscription.



GRENOBLE (38)

C'est l'État qui expulse !

À Grenoble, l'État a remis à la rue, « faute de crédits », une grande partie des migrantEs qu'il avait hébergés cet hiver.

Une partie d'entre eux avaient été mis à l'abri à la suite d'expulsion de campements. Tous les moyens ont été utilisés contre eux : pressions, maltraitance, harcèlement, distribution d'obligations à quitter le territoire français (OQTF) et d'assignations à domicile (qui permettent de faciliter l'expulsion des familles du territoire).

Malgré l'arrivée du froid, c'est à nouveau le retour à la rue ou dans des squats ultra précaires pour plusieurs centaines de personnes, parmi lesquelles des malades et beaucoup d'enfants. C'est le moment qui est choisi pour fermer environ 200 places d'hébergement. Et les personnes qui ont pu rentrer dans les centres d'hébergement ne sont guère mieux loties, tant les conditions d'insalubrité, d'entassement et de maltraitance dépassent l'imagination.

Des coupes (très) sombres dans les crédits

Le conseil général (PS-PC) a annoncé tranquillement qu'il réduit de 70 % les crédits destinés à héberger les familles avec enfants en danger. Concrètement, cela revient à laisser ou à remettre à la rue une grande partie d'entre elles. Comble de cynisme, le service dédié à l'aide des familles à la rue vient d'être fermé. Une politique concertée donc. Un collectif d'organisations, dont le NPA, s'est regroupé au sein de la CISEM (Coordination iséroise de solidarité avec les étrangers migrants), et lance régulièrement des actions en direction des pouvoirs publics.

Vendredi 15 novembre, un rassemblement leur a rappelé le droit de chacun à un toit, sans résultat pour l'instant, malgré l'extrême gravité de la situation qui ne semble guère empêcher les responsables politiques de dormir. La CISEM n'entend pas en rester là !

Correspondant

Plus d'informations auprès du collectif de la patate chaude : collectif16septembre.wordpress.com

SYNDICATS

Le dialogue social comme seul avenir ?

Extrait de la déclaration des organisations CFDT, CFTC, CGT, FSU, UNSA du lundi 25 novembre : « C'est pourquoi doit s'engager ou se poursuivre un dialogue social (...) dans les entreprises comme dans les secteurs d'activités, les territoires et au niveau national »...

À quelques mois des élections municipales et européennes, la majorité parlementaire et surtout le Parti socialiste tentent par tous les moyens de remonter la pente depuis le fond du trou des sondages atteint par le président de la République et le Premier ministre. Avec un Valls à la manœuvre, difficile de faire de la défense de Christiane Taubira autre chose qu'un dérisoire prétexte pour tenter de ressouder les rangs de la majorité.

La fiscalité : alibi et régression sociale

Alors rien de tel que de nous rejouer le grand jeu du dialogue social. Le

choix du thème est imposé par un ras-le-bol interclassiste et donc lourd de confusions : la fiscalité. Certes, il s'agit de l'un des engagements du candidat Hollande, mais de renoncement en renoncement, on est presque surpris de ce retour sur une promesse électorale. Ce qui frappe, c'est la rapidité avec laquelle les « partenaires sociaux » se sont empressés de répondre présents. Pour le patronat, il s'agit d'en remettre une couche sur le thème de la baisse des prélèvements obligatoires. Pas de surprise non plus du côté de la CFDT qui « appelait depuis de nombreux mois à une mise à plat de la fiscalité », de la CFTC qui déclare ne pouvoir

« qu'encourager cette démarche », et la CGC exprime « une certaine satisfaction ». Mais surtout, on connaît les prédispositions de ces confédérations à privilégier non seulement le dialogue avec le patronat et le gouvernement mais aussi et surtout à soutenir leurs propositions et politiques. De son côté, FO a salué « une bonne initiative ». Pour la direction confédérale de la CGT, Thierry Lepaon a rappelé qu'il avait demandé il y a six mois « un débat national sur la création de richesse et sa répartition ». « Aujourd'hui, le gouvernement est contraint d'ouvrir une discussion, mieux vaut tard que jamais ». Pour Solidaires (finances publiques), « cette annonce est tardive mais l'orientation générale est nécessaire et doit se traduire concrètement dans les faits ». Ainsi toutes les directions syndicales de salariéEs se retrouvent pour discuter avec le gouvernement et le patronat. Pour le gouvernement, l'enjeu est de taille. Il s'agit, en

affichant de nouvelles promesses sur le terrain de la fiscalité, de tenter de faire oublier sa politique antisociale. Le secrétaire général de la CFDT appelle Hollande à « faire acte de vision, de hauteur, d'autorité » et, comme la CFTC, n'est pas hostile à la fusion CSG-impôt sur le revenu. Pour les autres centrales, seules FO et la CGT se déclarent clairement hostiles à cette fusion et à l'augmentation de la TVA.

Faire oublier les faiblesses et les reculs

Les directions syndicales nationales saisissent aussi la main tendue par le gouvernement pour faire oublier le trou d'air dans lequel elles semblent avoir sombré, de la loi sur la compétitivité aux mobilisations bretonnes en passant par la réforme des retraites. Les manifestations unitaires bureaucratiquement organisées en Bretagne, depuis Carhaix jusqu'aux quatre manifestations du week-end dernier, le rendez-vous unitaire initié par la CGT, sont des contrefeux dont les objectifs et résultats sont peu convaincants.

L'affaiblissement des organisations syndicales permet aujourd'hui au gouvernement de supprimer les élections prud'homales. Les reculs de participation aux élections professionnelles ou celui de la CGT dans des bastions comme Renault ou EDF ne relèvent pas seulement des évolutions sociologiques. L'absence d'une volonté au niveau des exigences de la situation est largement critiquée dans les syndicats. Dans la CGT, la FSU et Solidaires, de nombreuses voix se sont élevées contre cette politique. Pour commencer à renverser le rapport de forces en notre faveur, ce n'est pas sur ces directions syndicales que l'on peut s'appuyer. Plus que jamais, l'heure est à la construction de convergences entre les mobilisations. Les jeunes, les enseignantEs, les salariéEs de l'agro-alimentaire ou de La Redoute montrent une autre voie que celle de la résignation et du dialogue social.

Robert Pelletier

Manifestation retraités à Paris le 15 octobre. PHOTOTHÈQUE ROUGE/MILO



COMMERCE La lutte s'élargit

Après le lobbying des enseignes du bricolage pour l'ouverture dominicale et les lamentations de Sephora suite à l'interdiction du travail en soirée, l'offensive patronale se poursuit.

Pourtant pas mécontent d'avoir récupéré la clientèle orpheline de Virgin, le patron de la Fnac pousse aussi en ce sens. Enfin, le parfumeur Marionnaud rouvre après travaux son magasin des Champs-Élysées jusqu'à minuit, en se prévalant, contrairement à Sephora, d'un accord signé par ses syndicats dans la foulée de l'adoption de la loi sur le travail de nuit en 2001. L'intersyndicale CLIC-P, fort de l'arrêt Sephora qui précise qu'un accord ou le prétendu volontariat d'employés désireux de travailler en nocturne

ne peuvent déroger aux dispositions d'ordre public social prises dans l'intérêt de la santé des salariés, s'apprête donc à traîner cette enseigne en justice.

Politiques et patrons à l'offensive

Le rapport Bailly sur le travail dominical sera rendu le 2 décembre : les fuites (ou les tuyaux percés ?) relayées par la presse ces derniers jours font état, entre autres, d'une modulation de la majoration de salaire liée au travail dominical en fonction de la taille des entreprises. Or un tel système donnerait raison aux grands groupes qui

peuvent déjà se permettre de surrémunérer le travail dominical pour attirer des volontaires, voire d'enfreindre la loi, et élargirait l'ouverture aux petits commerces qui pourrait alors le faire à moindre coût...

Le député UMP Luc Chatel poursuit son lobbying en faveur de Sephora, avec son projet de

loi légalisant le travail de nuit dans les zones touristiques. Le CLIC-P, auditionné par ce dernier, n'a pas manqué de dénoncer, outre son mépris, sa volonté, à travers la création d'une énième exception, de permettre des ouvertures 24h sur 24 et 7 jours sur 7...

Enfin, Bernard Arnault, PDG de LVMH et propriétaire de Sephora, a accusé dans *la Tribune* les syndicats de mener de telles actions pour remplir leurs caisses. Une accusation mensongère qui ne manque pas de piquant... de la part de la 10^e fortune mondiale !

LD



BRETAGNE

Une reprise en main dérisoire

Quelque 10 000 manifestantEs se sont réunis dans 4 villes de Bretagne ce samedi 23 novembre, à l'appel d'une intersyndicale très large.

La manifestation de Morlaix, qui a eu lieu l'après-midi, fut la plus fréquentée (sans doute 4 000). Les manifestations du matin, à Rennes où FO était présent, à Lorient et Saint-Brieuc avec le renfort des dirigeants syndicaux comme Thierry Lepaon (CGT), Laurent Berger (CFDT) et Annick Coupé (Solidaires), n'ont réuni respectivement qu'environ 3 000, 1 000 et 1 000 manifestantEs.

Sans être négligeable, le nombre de présents était bien en deçà de ce que prévoyait l'intersyndicale (CGT, CFDT, Solidaires, CFTC, UNSA, CFE-CGC, FSU), alors même que les dirigeants syndicaux n'ont cessé de marteler qu'ils allaient reprendre la main en Bretagne et que cette manifestation se voulait une réponse, une riposte, à la manifestation qualifiée de « populiste » du samedi 2 novembre à Quimper...



PHOTO THÈQUE ROUGE/MILO

RACISME

Lutter contre, vraiment!

Ainsi, la légitime indignation suscitée par l'ignoble campagne raciste de l'extrême droite contre la ministre de la justice se solderait par un meeting « contre les extrémismes » organisé par le PS, et une « marche des républicains » initiée par SOS racisme samedi 30 novembre ?

« **N**ous défendons un mouvement spontané, citoyen et transpartisan. Que vous soyez engagés ou non, de droite, du centre ou de la gauche... »... Arboré d'une cocarde tricolore, le site internet de la marche des républicains annonce la couleur et ratisse large. Les bonnes vieilles recettes d'il y a 30 ans sont supposées encore aujourd'hui allécher les manifestantEs, autour d'un consensus pourtant improbable. Car comment ce gouvernement qui pratique et revendique une politique xénophobe envers les Roms, les sans-papiers, expulse des mineurs, pourrait être un quelconque rempart contre la

montée des idées racistes et contre l'extrême droite ?

Un combat qui continue

Faisant fi des associations qui depuis des mois préparent la marche contre le racisme, pour l'égalité des droits et la justice pour touTEs, à l'occasion des 30 ans de la grande marche de 1983, SOS racisme et le Parti socialiste tentent de canaliser le combat antiraciste. Ils veulent le limiter à une manifestation émotionnelle, pro-gouvernementale, sans contenu et sans lendemain... Lors de cette manifestation (samedi 30 novembre à 14h30 place de la République), les militantEs du NPA, qui n'est pas signataire de l'appel, seront pourtant actifs et appelleront

à rejoindre le combat. Contre le racisme et l'extrême droite, pour la régularisation de tous les sans-papiers, pour le droit de vote des étrangers, contre les expulsions, contre les destructions des campements des Roms, nous appellerons à nous retrouver nombreux une semaine plus tard, à la marche du samedi 7 décembre.

Alain Pajolat

Contre le racisme, égalité des droits, justice pour touTEs

Samedi 7 décembre à 14h

Église Saint-Bernard -
Square Saïd Bouziri (Paris 18^e)

SIDA

Le gouvernement ment, expulse et précarise

Selon l'OMS, le nombre de séropositifEs devant bénéficier d'urgence d'une trithérapie anti-VIH s'élève à 26 millions. Seuls 10 millions bénéficient d'un traitement. Malgré son engagement, François Hollande a annoncé le 15 juillet dernier le gel de la contribution française au Fonds mondial contre le sida.

En France, depuis 2005, la tarification à l'acte détermine les budgets des établissements de santé. Couplée au sous-financement chronique des hôpitaux, cela a accru leur déficit, et la loi HPST, dite « loi Bachelot », est venue encadrer cette faillite. Elle provoque la fermeture de services entiers, redirigeant des centaines d'usagerEs vers des établissements plus éloignés et déjà saturés. Le PS n'est pas revenu sur cette loi injuste socialement et dangereuse sanitaire, et pire, continue la casse de l'hôpital public. L'exemple parisien de l'Hôtel-Dieu est emblématique car c'est le second centre mondial de délivrance

de Traitements post-exposition (TPE ou traitements d'urgence). Il en dispense plus de 500 chaque année, autant de contaminations VIH évitées. Au mépris de toute démocratie sanitaire, l'AP-HP en a planifié le démantèlement en vue d'une opération immobilière. Les séropositifEs feront partie des premières victimes de la fermeture d'un service de consultations VIH coordonné avec les urgences et les unités d'examen indispensables à leur prise en charge.

La santé ou la répression ?

Cette casse programmée augure mal de l'avenir d'autres établissements plus modestes ou situés dans des régions plus pauvres. Ainsi Mayotte

et la Guyane ont un taux d'incidence des infections par le VIH bien plus élevé qu'en métropole, avec un service de soins faible.

S'ajoutent à cela les orientations répressives dans lesquelles le gouvernement s'obstine :

- les expulsions des étrangerEs malades. En un an, Valls a expulsé vers des pays où les soins ne sont pas accessibles plus de ressortissantEs étrangerEs atteintEs du sida et/ou d'une hépatite que les gouvernements précédents en 15 ans,
- la non-mise à disposition des prisonnierEs du matériel d'injection neuf,
- la pénalisation des clientEs des travailleurEs du sexe et prostituéEs.

En totale contradiction avec les objectifs de santé publique, ces postures idéologiques éloignent de la prévention et de l'accès aux soins des personnes les plus exposées au sida.

Manue Mallet

Manifestation à l'occasion de la journée mondiale de lutte contre le sida

Samedi 30 novembre à 18h
place de la République à Paris

« Pas d'entraves à l'accès
aux soins »

CONTINENTAL La justice, connaît pas

Samedi 23 novembre, retrouvailles avec les Contis. Sur les 1120 salariéEs de l'usine Continental de Clairoix, 350 sont en CDI précaire, au SMIC, une centaine sont au RSA, et entre 500 et 600 sont inscrits à Pôle Emploi...

Chalereuses retrouvailles avec les Contis devant la gare du Nord : 150 ex-salariéEs de Continental Clairoix et une cinquantaine de « soutiens », devenus au fil des mois et des années quasiment des amiEs de cette famille de combattantEs. Sont ainsi venuEs au rendez-vous des salariéEs de Continental Rambouillet, de PSA Aulnay, de La Redoute, des représentantEs du Front de gauche, d'EELV et de Lutte ouvrière. Le NPA était aussi présent, avec en particulier la présence d'Olivier Besancenot.

PHOTO THÈQUE ROUGE/JMB



Les Contis lâchent rien !

L'objectif de la mobilisation est d'obtenir une rencontre avec un représentant du ministère de la Justice pour exiger l'exécution des décisions de justice de ces derniers mois. D'une part, le tribunal des prud'hommes de Compiègne a déclaré le 30 août dernier les licenciements économiques des 1100 anciens salariéEs de l'usine de Clairoix sans cause réelle et sérieuse. D'autre part, il s'agit d'imposer à Continental le respect de la décision de février dernier du tribunal administratif d'Amiens d'annulation du licenciement de 22 salariéEs protégés, ouvrant ainsi droit à leur réintégration. Continental refuse de réintégrer, avec leurs salaires, deux d'entre eux qui ont demandé leur retour dans l'entreprise : Antonio Da Costa, délégué syndical CFCT, et Xavier Mathieu, délégué CGT. L'un des enjeux est le maintien d'une représentation du personnel défendant les droits des salariéEs. Xavier a saisi les prud'hommes pour « discrimination et entrave », et l'audience se tiendra le 26 novembre.

R.P.

Il n'en a rien été, car malheureusement les directions syndicales n'ont pas voulu voir et entendre l'immense colère ouvrière, populaire qui s'est exprimée à Quimper, même si la FNSEA, la droite et le Medef ont tenté de la dévoyer, renforcés en cela par les syndicats et une grande partie du FdG qui n'ont pas voulu entendre la voix des revendications ouvrières et anti-productivistes. Obnubilée par la crainte des « Bonnets rouges » et du débordement, l'intersyndicale n'a même pas voulu ce samedi d'une seule manifestation, initialement prévue à Rennes, pouvant permettre la coordination, la convergence des luttes et des colères de l'ensemble des départements bretons. Cette dispersion, volontaire, a évidemment nui à la participation et transformé cette manifestation en cortèges traditionnels, ternes, sans proposition d'ensemble au regard

de la situation catastrophique qui est celle des salariéEs de la filière agroalimentaire en Bretagne et plus généralement des autres entreprises comme PSA, Alcatel, etc.

Donner une réponse à la détresse et à la colère

De plus, le texte de l'intersyndicale s'inscrivait complètement dans le pacte d'avenir du gouvernement, assorti « d'un volet social » mais ne revendiquant même pas la suspension des plans sociaux, des licenciements et des fermetures d'entreprises. Il ne pouvait pas être une réponse combative et pratique à la détresse et la colère de milliers de salariéEs, de précaires, de chômeurs...

Les discours officiels « bornés » par ce texte n'ont offert aucune perspective de luttes d'ensemble et surtout pas une réponse aux licenciements, aux productivistes même affublés

d'un bonnet rouge, et surtout pas à la politique d'austérité de ce gouvernement, largement épargnée dans les discours et les

mots d'ordre officiels... Fort heureusement, comme le 2 novembre à Quimper, le NPA était présent dans les diverses

manifestations, avec Philippe Poutou à Rennes et à Morlaix, pour porter la voix de l'indépendance et de l'unité ouvrière,

avec nos tracts et banderoles pour « l'interdiction des licenciements ». Nous avons discuté de notre positionnement et de nos propositions bien au-delà de nos rangs, parmi nos camarades de la CGT, de Solidaires, de la FSU, mais aussi du FdG qui étaient présents dans les manifestations, en particulier à Morlaix.

La gravité de la situation exigeait de la part de l'intersyndicale plus de discernement pour appréhender les formes multiples de la colère et de la révolte en Bretagne et une riposte à la hauteur du massacre social en cours. Elle s'est contentée d'une charge contre « les Bonnets rouges », contre la manifestation du 2 novembre dernier et celle de ce samedi 30 novembre à Carhaix, et surtout d'un discours creux accompagnant le pacte d'avenir du gouvernement. Cela est apparu largement insuffisant. Gérard Mas



Morlaix le 23 novembre. PHOTO THÈQUE ROUGE/JANINE



Les comités en action!

Poitiers (86)

Succès du meeting avec Olivier Besancenot
Ce lundi 25 novembre, le NPA de la Vienne organisait à Poitiers un meeting avec Olivier Besancenot. 170 personnes y ont participé, dont beaucoup de jeunes.

Une militante poitevine a d'abord introduit la discussion en relatant l'activité locale du NPA et en relançant l'offre unitaire au Front de gauche pour les prochaines municipales. Ensuite, Olivier est revenu sur l'actualité politique, notamment sur les luttes bretonnes contre les licenciements, mais aussi sur la révolte lycéenne contre les expulsions d'étrangers.

Puis le débat a tourné autour de différents points, tels l'engagement, la fiscalité, les questions internationales, l'écologie, etc. Près de 30 journaux ont été vendus, et une dizaine de personnes ont pris contact. Assurément ce fut un véritable succès.

Paris Discussion avec des camarades grecs d'Antarsya

La Grèce est aujourd'hui la pointe avancée de la crise et des attaques contre les travailleurs dans l'Union européenne. En profitant des liens avec des camarades militants grecs membres de la section de Paris d'Antarsya (coalition de l'extrême gauche grecque), un débat a eu lieu sur la situation en Grèce avec les militants du NPA de Paris.

La présentation a permis de faire le point sur la profondeur de la crise, les raisons de la percée de l'extrême droite, les réponses apportées par les organisations, mais également les différents mouvements sociaux qui émergent face à la crise. Le débat a permis d'aborder des questions comme celle de la sortie de l'euro et de l'Union européenne, les évolutions de Syriza (coalition de gauche qui a obtenu 26% des suffrages aux dernières élections de juin 2012), les liens de l'extrême droite avec l'État grec et les armateurs, le rôle des directions syndicales dans les luttes ainsi que la question de l'auto-organisation dans la contestation sociale.

Dans ce débat, ce sont aussi nos propres questions, interrogations et problèmes. Car ce type d'échange est indispensable pour mieux comprendre notre propre situation et mieux agir dans notre militantisme quotidien.

Le n°49 de L'Anticapitaliste la revue est disponible

Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4 euros à l'ordre de NSPAC à : **L'Anticapitaliste**, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex.

Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 12.



Le parti en campagne

CAMPAGNE FINANCIÈRE Hold-up?

Nos porte-parole crèvent l'écran. Se donner à 300% pour la réussite de notre campagne financière? Une nécessité. Un bonneteau, une guitare dans le métro, un hold-up chez «l'Or est al»... Tous les moyens sont bons!

Comme à l'époque de la campagne présidentielle, avec ces clips, nous suscitons de la sympathie. Ils font rire... et font le buzz, puisque tous les médias les ont diffusés. Bref, un outil idéal, à diffuser sans modération pour que cette sympathie se transforme en dons sonnants et réverbérants. Car pour le moment, les 110 000 euros dans la cagnotte ne sont pas à la hauteur des enjeux, bien que le NPA n'ait jamais récolté une telle somme à cette époque de l'année.

Faire vivre l'anticapitalisme

En cette fin d'année, les dates de l'agenda social se multiplient : de la révolte des lycéens à celle des bonnets

rouges; des manifestations du week-end dernier en Bretagne, contre les violences faites aux femmes, aux côtés des ex-salariés de Continental, à celles à venir contre le racisme, pour les droits des chômeurs, des mal-logés, ou contre le gouvernement le dimanche 1^{er} décembre. L'anticapitalisme sera là, comme force constructrice de ces mouvements et comme possible débouché politique au sentiment de révolte qui naît partout sur le territoire.

Et pour que tout cela continue, pour accroître notre visibilité lors des prochaines échéances, il nous faut des moyens. L'année 2014 devra être l'année des premières défaites du gouvernement, contre la droite

et l'extrême droite. Il faudra que nos drapeaux rouges avec mégaphone soient bien présents dans la rue, dans les quartiers, aux portes des entreprises et des lieux d'étude... Il faudra des listes anticapitalistes à toutes les échéances électorales.

Diffuser, donner

Pour que ce million se concrétise, c'est comme pour la révolution : il faut joindre les actes à la parole. Nos clips ont été réalisés dans ce but. Il faut les diffuser partout, et les médias nous ont aidé en ce sens : les partager sur les réseaux sociaux, envoyer les liens par mail, les montrer à nos collègues, amiEs, familles, aux hésitantEs...

Pour beaucoup, donner n'est pas geste facile car il n'est pas anodin, mais partout où les militantEs et sympathisantEs du NPA se sont parlés, en ont discuté, les dons arrivent. Demander un don ou faire un don, c'est l'occasion d'avoir des échanges sur la situation, c'est un moment politique, et pas un hold-up!

Alors, comme Liliane dans le clip, «défiscalisez» et aidez-nous à exploser le compteur!
Pour plus d'informations, pour nous aider :
<http://npa2009.org/souscription>

DR



Chroniques municipales

Paris anticapitaliste, c'est parti!

Hidalgo et NKM font la une des médias. Pourtant, les classes populaires parisiennes n'ont rien à attendre de ces deux candidates de l'austérité, de la surenchère sécuritaire et anti-Rom ou encore du Paris «bobo» et bourgeois qu'elles nous proposent. Le NPA présente des listes anticapitalistes contre le gouvernement et la municipalité Delanoë-Hidalgo.

Ces listes sont conduites par Antoine Pelletier et Isabelle Foucher. La municipalité sortante PS-EELV-FdG applique la même politique que le gouvernement Hollande-Ayrault : précarité dans les services municipaux, dégraissage d'agents contractuels, délégations de services publics (dans la petite enfance par exemple), multiplication des partenariats public-privé, défense de la réforme sur les rythmes scolaires... Rien n'a été fait contre la spéculation immobilière et l'augmentation des loyers, pour la gratuité des transports en commun. Rien non plus pour les étudiants obligés de bosser pour payer — et bien souvent rater — leurs études dans l'une des villes les plus chères du monde. Pas plus pour la santé où la mairie ne s'oppose en rien aux fermetures d'hôpitaux! Dans cette situation, le Front de

gauche s'est divisé. Suite au vote serré de ses adhérents, le PCF a choisi de fusionner avec le PS dès le premier tour. Il reconduit ainsi son accord de cogestion préférant sauver ses élus plutôt que de se démarquer du gouvernement. Le NPA a rencontré le PG, la GA et les Alternatifs qui ont fait un choix différent. Ils restent cependant dans la logique de l'«autonomie conquérante» : faire le plus gros score au premier tour pour négocier au mieux un accord avec le PS au second. Pour les anticapitalistes, ces élections ont un enjeu local et national : faire entendre l'opposition la plus résolue au gouvernement et à la municipalité. C'est pour cela que le NPA présente ses listes, indépendantes du PS au premier comme au second tour.

Rendre Paris aux classes populaires, vite un plan d'urgence anticapitaliste!

Avec 1,7 million de salariés et plus de 320 000 étudiants, Paris est largement fréquentée par les classes populaires. Pourtant il devient de plus en plus difficile d'y habiter. Les loyers exorbitants poussent les travailleurs et les jeunes à vivre dans l'insalubrité ou loin de Paris avec des temps de transports infernaux. Le NPA avance la réquisition des logements vides. Il y en a 137 000 à

Paris. Les récupérer permettrait de loger toutes les familles en attente d'un logement social et d'en finir avec la spéculation. Il faut baisser les loyers de 20%, les bloquer à ce niveau et construire massivement des logements sociaux. C'est ce que défend l'association Droit au logement qui campe actuellement sur la place de la République.

Le NPA défendra aussi l'arrêt immédiat des fermetures d'hôpitaux (Hôtel Dieu, Bluets...), un revenu minimum de 1700 euros, l'abrogation de la réforme des rythmes scolaires, l'interdiction du travail du dimanche dans le commerce, l'embauche de personnels dans les crèches municipales, le droit de vote des étrangers, la fin de la chasse aux Roms...

Ce plan d'urgence anticapitaliste s'articule aux luttes quotidiennes. Cette campagne municipale est aussi l'occasion pour le NPA de mettre en avant la nécessité de faire converger les mobilisations vers un affrontement avec ce gouvernement. C'est le chemin qu'ont commencé à tracer les travailleurs bretons contre les licenciements, les professeurEs des écoles parisiens pour l'abrogation de la réforme sur les rythmes scolaires ou encore les lycéens contre les expulsions de sans-papiers.

Yann Cézard et Sylvain Pyro

Conférence de presse le lundi 18 novembre à Paris. DR



PSA-Aulnay : «Rendre compte de leur colère, de leur combat, mais aussi de leur passion et de leurs espoirs»



Sylvain Pattieu. DR

Entretien. Le 25 octobre dernier, l'usine PSA-Aulnay a officiellement sorti sa dernière voiture. Quelques jours plus tôt, les éditions Plein jour sortaient un «document littéraire», Avant de disparaître, chronique de PSA-Aulnay, du romancier et historien Sylvain Pattieu. Nous l'avons rencontré pour qu'il nous parle de cette expérience.

Ton dernier livre donne la parole aux ouvriers et ouvrières de PSA. Qu'est-ce qui t'a donné envie de raconter ces fragments de vie?

J'ai enseigné à Villepinte, et j'avais des parents d'élèves qui travaillaient à PSA-Aulnay. En juillet 2012, l'annonce de la fermeture m'a choqué. C'est un des premiers renoncements du gouvernement socialiste. Les éditeurs de Plein Jour m'ont proposé de faire un documentaire littéraire, c'est-à-dire une enquête au long cours, en immersion. L'histoire d'une usine qui ferme, en partant de la parole des ouvriers, est malheureusement révélatrice de notre époque. Ce sont les travailleurs qui payent le prix de la

crise, mais on les entend peu, sinon sous forme de caricature misérabiliste, pour dénoncer les ouvriers qui votent FN ou s'abstiennent. J'ai voulu rendre compte de leur colère, de leur combat, mais aussi de leur passion et de leurs espoirs. Dans mon livre se succèdent fragments de leur parole, travail, syndicalisme, mais aussi leur vie en-dehors de l'usine. Il y a aussi des passages qui font écho aux luttes du passé, à l'histoire du mouvement ouvrier, à l'actualité sociale et politique.

Comment se sont déroulés tes rencontres? Qu'en as-tu appris?

J'ai participé aux manifestations, aux actions. J'ai pu aller au

côté des grévistes dans l'usine occupée. J'ai passé beaucoup de temps avec eux, mon petit carnet et mon stylo à la main. Au début on m'a même pris pour un flic! Une confiance s'est établie. J'avais des discussions approfondies, je saisisais aussi des phrases à la volée, des ambiances. C'est très intéressant, à une époque où on dit qu'elle n'existe plus, de voir la classe ouvrière d'aujourd'hui dans sa diversité et dans sa richesse. Ceux qui sont devenus les personnages de mon livre l'ont nourri de leurs analyses, de leurs sentiments, de leur humour. Je suis admiratif des vieux ouvriers immigrés, qui sont arrivés dans les années 1970, ont subi la

politique répressive de Citroën, ont fait la grande grève et 1982 et ont tenu jusqu'à maintenant. J'ai été frappé aussi par l'énergie et le courage des ouvrières, minoritaires dans l'usine, mais dont certaines étaient de vraies meneuses dans la grève. L'amalgame dans le syndicalisme, entre militants chevronnés et jeunes des cités, donne de l'espoir. Plus généralement, la capacité d'organisation des grévistes prouve bien que la division du travail de la société actuelle n'est pas une fatalité.

As-tu des nouvelles de Christophe, Farid, Roland, Gigi, Mimoun ou Alison?

Je reste en contact avec pas mal d'entre eux.

Les situations sont très diverses : reclassement, formations... D'autres essayent de monter leur boîte, avec la menace du chômage si ça ne marche pas. D'autres encore ont décidé de partir à Poissy. Ils savent que la direction veut les recaser dans les postes les plus difficiles, au mépris de leur expérience. Ils ressentent une grande colère contre PSA mais aussi de la fierté, pour ceux qui se sont battus et ont été en grève. Ils n'ont pas remporté de victoire, mais ça n'est pas une défaite non plus. Ils sont partis la tête haute, ça compte!

Propos recueillis par Sandra Demarcq

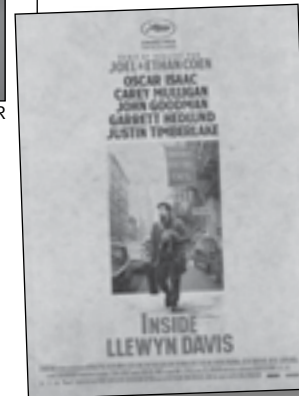
1. Plein Jour, éditions Anne Carrière, 2013, 19,50 euros.

Cinéma

Inside Llewyn Davis

DE JOEL ET ETHAN COEN

Avec Oscar Isaac et Carey Mulligan
Sorti le mercredi 6 novembre



Une immersion dans le folk du début des années 60 qui débute par une longue séquence délicieuse où Oscar Isaac / Llewyn Davis interprète

«hang me, ho hang me» sur scène. C'est le début d'une bande son extraordinaire, qui passe de groupes ringards à des morceaux d'une rare intensité, comme ceux qu'Oscar Isaac interprète devant le producteur Bud Grossman ou au chevet de son père aphasique. Le folk issu de la crise de 29, musique des chômeurs, des exclus, que la jeunesse artistique de New York reprend à son compte pour exprimer sa révolte. Mais ce film n'est pas qu'une bande son, c'est un film des frères Coen à part entière. Leur héros est un perdant magnifique, qui va de galère en galère, refusant toute concession. On le suit dans l'hiver 61, dans les rues enneigées, dans le métro, sur la route, passant à côté, juste à côté, du succès. Une palette de personnages, de situations, surprenants, drôles, émouvants, dans ce film aux couleurs gris-bleu. Un super film... à condition d'aimer le folk.
Jean-Marc Bourquin



Colloque

Eros militant

Du 4 au 7 décembre, à Paris, le colloque reviendra sur l'œuvre du cinéaste Lionel Soukaz.

Jeune homosexuel dans les années 1970, Soukaz découvre le cinéma et la radicalité politique dans les traces du «Front homosexuel d'action révolutionnaire» (FHAR). C'est avec sa caméra qu'il participe à ces années rouges, noires et roses : il filme les luttes, mais aussi les mouvements du «désir» comme dans *le Sexe des anges* («les anges ont pourtant un sexe et sont bel et bien décidés à le prouver»). Il s'affronte à la censure avec *Ixe*, un film expérimental qui fait «l'inventaire de tout ce qui était interdit» : sex &

drugs... Et, avec l'écrivain-militant Guy Hocquenghem, il réalise en 1979 *Race d'ep* (pédéraste en verlan) sur un siècle de représentations homosexuelles. Puis viennent les sinistres années 1980 : celles du reflux des luttes, des suicides, des drogues meurtrières. Ce sont, aussi et surtout, celles du Sida. Un monde est englouti : les amis et les amants de Soukaz disparaissent, un à un. Soukaz survit et, caméra vidéo en main, prend la décision de tout filmer : la vie, les amours, le sexe, la pensée, les luttes, etc. Un vaste ensemble, amorcé en 1991, et intitulé *Journal Annales*, qui fait à ce jour plus de 2000 heures...

Cinéma de la «marge»

On croise Soukaz, encore et toujours, dans les manifs, les AG, au côté des trans, des prostituées, des victimes des violences policières, des sans-papiers, etc. Il en bricole des films, mis en ligne, comme un «service public militant» : la mise à disposition pour tous des images et des mots des combats d'aujourd'hui. Cette œuvre gigantesque, radicale, foutraque, amoureuse, déconnante, furieuse, pornographique, sera durant trois jours au centre de l'attention, à l'occasion d'un colloque international. Un paradoxe pour ce cinéma de la «marge»... Des interventions, des

films, une expo, un «cabaret Soukaz» (avec «tango» et «performance pédé-léctro-hophop-variétoche») composent cet événement qui, s'il ressemble à ses films, devrait avoir des allures de voyou et des airs de «folle» ! Cette époque est bizarre : elle expose des œuvres punks et colloque sur des cinéastes underground. Mais il ne fait aucun doute, qu'une fois «Eros militant» fini, Soukaz retournera dans la pénombre, celle où se croisent d'étranges amants et où se fomentent d'excitants complots.

Olivier Neveux

Programme complet du colloque : <http://erosmilitant.wordpress.com>



COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE

27 rue Taine 75012 Paris
Tél. : 01 49 28 52 44
Fax : 01 49 28 52 43

www.la-breche.com
contact@la-breche.com

Horaires d'ouverture :
Lundi : 14 h – 20 h,
mardi au samedi :
12 h – 20 h

Essai

Que faire des pauvres?

John Locke, PUF, édition 2013, 7 euros.

Les débats autour de la «valeur travail» ont permis au personnel politique qui sert fidèlement les intérêts de la bourgeoisie de tenter de faire oublier ce constat : le salariat, c'est l'exploitation.

Que faire des pauvres?

Cette condition salariale est le produit d'un affrontement de très longue durée, largement dominée par des méthodes coercitives et disciplinaires, ce que rappelle David Harvey : «Au Moyen Âge, il était particulièrement difficile d'inciter les gens à devenir salariés [...] Concrètement, un dispositif disciplinaire fut mis en place [...] pour socialiser la population en la contraignant à se salarier».

Ce court texte de John Locke, baptisé *Que faire des pauvres?*, est un document de première main sur les élaborations théoriques qui ont accompagné la formation de la classe ouvrière en Angleterre. La réflexion du philosophe, en 1667, s'inscrit dans la profonde dynamique économique et sociale qui transforme alors le pays : les emplois qu'il suggère de proposer aux vagabonds et aux enfants ont tous à voir avec le lainage, qui est en train de se constituer en industrie dominante. Les fameuses workhouses, véritables

bagnes du travail, sont les produits de cette époque et la matérialisation de la violence qui préside à la constitution du salariat. Ainsi, en cas de refus de travail, notre libéral philosophe exige que toutes les dispositions disciplinaires soient appliquées avec la plus grande vigueur. Le préfacer, Serge Milano, peut tenter de sauver le soldat Locke à travers l'idée qu'il ferait également obligation aux riches de fournir du travail aux pauvres, il n'en reste pas moins que ce texte témoigne de l'incroyable violence qui

est au fondement de l'accumulation primitive. Marx a écrit des pages très fortes sur la question. Il est d'ailleurs symptomatique que pas une seule fois, dans l'appareil de notes et dans la préface, il ne soit fait référence à ces travaux. Cette lecture permettra d'éclairer les discussions actuelles autour du chômage, dans lesquelles de vieilles idées comme l'obligation de travailler reviennent en force.

Henri Clément

1. in *Pour lire le Capital*, La Ville brûle, 2012, p. 163.

